

*Questions orales***LES SUBVENTIONS À LA RECHERCHE**

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, quelqu'un a dit que nous devrions documenter un peu plus nos questions. J'ai ici une longue liste dégoûtante de subventions à la recherche qui ont été accordées par les libéraux.

Ma question s'adresse au ministre des Finances, qui fait des pieds et des mains pour assurer aux Canadiens sur les marchés financiers internationaux que son gouvernement prend la responsabilité financière au sérieux.

Le ministre est-il au courant que le ministère de l'Industrie a récemment approuvé une subvention de 33 800 \$ destinée à réaliser une étude sur le baseball des ligues majeures à Detroit, plus précisément sur les Tigers de Detroit de 1945 à 1992? Peut-il expliquer aux contribuables écrasés comment il est plus important de dépenser leur argent de cette façon que de réduire leur fardeau fiscal?

L'hon. Jon Gerrard (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.): Monsieur le Président, le député fait sans doute référence aux subventions octroyées par le Conseil de recherches en sciences humaines, un organisme indépendant qui a beaucoup aidé les chercheurs universitaires et qui a créé une base de connaissances très importante dans notre pays.

M. Randy White (Fraser Valley—Ouest, Réf.): Monsieur le Président, avons-nous changé de ministre des Finances?

La question posée au ministre des Finances était peut-être trop difficile. Aussi, je lui donne une autre chance de s'expliquer. S'il trouve cette question trop difficile, il pourrait peut-être expliquer les raisons de la subvention de 13 000 \$ octroyée par le ministre de l'Industrie pour faire une étude sur l'histoire des marins du Massachusetts.

● (1445)

Cette étude sera-t-elle utile pour l'industrie canadienne ou le gouvernement cherche-t-il à savoir ce qui s'est produit lors de la dernière révolte des contribuables dans le port de Boston contre un impôt injuste?

L'hon. Jon Gerrard (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.): Monsieur le Président, je répète. Le Parti réformiste prend isolément des éléments de ce qui est un effort extraordinaire à long terme de la culture canadienne pour soutenir les travaux dans les universités et favoriser le développement de la connaissance qui a grandement contribué à l'économie et au bien-être des Canadiens.

* * *

[Français]

LA CONDITION FÉMININE

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances.

Des rumeurs persistantes circulent à l'effet que le prochain budget réduirait l'aide que verse le gouvernement aux groupes de femmes, ce qui inquiète, à juste titre, plusieurs groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec.

Le ministre des Finances entend-il poursuivre la politique du précédent gouvernement canadien en réduisant une fois de plus l'aide que verse le gouvernement aux organismes communautaires qui viennent en aide aux femmes?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai répété à maintes reprises, je n'ai pas l'intention, dans cette Chambre ou ailleurs, de divulguer le contenu du Budget avant le temps.

Mais je peux assurer la députée que le prochain Budget sera très équitable et que nous avons pleinement connaissance de la nécessité de traiter des besoins des femmes de façon tout à fait équitable.

Mme Christiane Gagnon (Québec, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais quand même donner un avertissement au ministre.

Le ministre des Finances est-il conscient qu'en coupant l'aide versée à ces groupes, il compromet carrément leur survie, alors que ces organismes jouent un rôle irremplaçable quant à la promotion des droits et l'amélioration des conditions de vie des femmes?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec), Lib.): Monsieur le Président, je peux dire à la députée qu'effectivement, nous en sommes parfaitement conscients. On l'a démontré dans le dernier Budget et nous avons l'intention de le démontrer dans le prochain.

* * *

[Traduction]

LE LIVRE BLANC SUR LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Mme Brenda Chamberlain (Guelph—Wellington, Lib.): Monsieur le Président, hier je me suis jointe à plusieurs collègues libéraux pour discuter de l'avenir du livre blanc sur les finances.

Est-ce que le secrétaire d'État pourrait nous donner une idée de la date à laquelle ce document sera publié? C'est extrêmement important pour de nombreuses personnes de ma circonscription qui s'intéressent beaucoup à cette question.

L'hon. Douglas Peters (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa question.

Je vais en effet déposer un livre blanc, qui contiendra une série de propositions visant à améliorer la sécurité des institutions financières canadiennes. Je le déposerai demain.

Ces propositions sont le résultat de longues consultations avec le ministère des Finances et d'autres organismes. Lorsque je déposerai ce document, je demanderai aux Canadiens, aux institutions touchées et aux Canadiens en général, de présenter leurs commentaires sur le livre blanc au ministère des Finances.